



7^{ème} rencontre internationale de la Marche Mondiale des Femmes

Déclaration sur la crise financière mondiale

Un autre monde est nécessaire et possible !

Dans un contexte patriarcal et d'économie néo-libérale, le système bancaire et financier s'écroule. Les tentatives de redressement pour améliorer son fonctionnement ne font que détériorer encore plus la situation. Les bourses du monde sont en chute libre, la crise mondiale s'étend et ne peut plus être masquée. Les conséquences de la non redistribution des richesses, c'est la paupérisation massive des populations et particulièrement des femmes. Ce système favorise le développement des guerres comme outil pour s'accaparer les ressources des pays du Sud et développer l'industrie des armements. Les femmes, dans les conflits belliqueux, subissent des violences inadmissibles et inhumaines.

Les gains colossaux des spéculateurs et des actionnaires ont été privatisés alors que les pertes énormes du système sont aujourd'hui nationalisées, c'est-à-dire payées par tous et toutes à travers nos États.

Nous, Femmes du monde, sommes les premières touchées par le chômage galopant, par la perte de l'autonomie alimentaire, par la marchandisation des biens communs. Cette crise financière est étroitement liée à toutes les autres : celle des changements climatiques, de la crise alimentaire, celle de l'énergie, celle du travail.

Les pays du Sud sont spoliés de leurs ressources ; les habitudes alimentaires modifiées au bénéfice des multinationales de l'agro-alimentaire. Ils sont étouffés par le poids de la dette, par l'opacité de l'utilisation des fonds prêtés par les organisations internationales.

Face à l'échec du modèle unique de l'organisation économique globalisée, **nous, femmes de la Marche Mondiale**, réunies à Vigo, en Galice, du 14 au 21 octobre 2008 pour notre 7^{ème} rencontre internationale, réaffirmons notre position anti-libérale, exigeons la transformation du FMI, de la Banque Mondiale, de la BCE, de l'ADB et de l'OMC. Nous dénonçons avec vigueur tous les accords de libre commerce, notamment les APE, les AGCS et le JPEPA. Nous exigeons la suppression des paradis fiscaux qui permettent de masquer l'argent de la drogue et de la corruption ; nous demandons le contrôle de tous les mouvements de capitaux.

Il est clair que c'est d'un autre système économique dont nous avons besoin, de développer la création de structures d'économie solidaire, de coopératives de production autonomes, d'une Banque du Sud au service d'un développement écologique, égalitaire et durable.

Nous voulons la transparence de l'utilisation des fonds publics et de leur gestion. Nous voulons que les ressources des peuples soient d'abord destinées à satisfaire leurs besoins vitaux.

Nos États sont responsables, ils nous doivent des comptes. C'est leur devoir et obligation de réguler le système économique pour protéger les citoyens et les citoyennes des requins de la finance. Les coûts de la crise doivent être assumés par les actionnaires et par ceux qui ont amassé des fortunes en spéculant.

D'autres règles de distribution et d'utilisation de l'argent doivent être définies, de manière démocratique et participative, avec les populations, les mouvements sociaux et les associations féministes. La définition des budgets doit tenir compte de la sauvegarde des biens communs et du développement de services publics. Tous, hommes et femmes du monde, nous avons droit à une alimentation saine, à un logement décent, à la santé, à l'éducation, à un travail digne, aux transports et à la culture.

Marche Mondiale des Femmes - Vigo - Galicie 20 octobre 2008